
Une passerelle entre deux navires

Entretien
avec

Emile Habibi

“Les Israéliens ne trouveront pas, malgré tout, une société arabe aussi disposée que la société palestinienne à les comprendre et à entretenir avec eux des relations loyales et désintéressées; nous nous trouvons tous sur la même barque” déclare Émile Habibi, le célèbre écrivain et ancien membre de la Knesset qui avait mis fin, voilà plus de dix ans, à son activité au sein du Parti Communiste Israélien et s'était retiré de la scène politique pour se consacrer à l'écriture et à la publication de son œuvre. Publiée par *Haaretz* dans son supplément du 12 avril 1996 et reprise en arabe par *al-Ayyam*, l'interview accordée par Émile Habibi au journaliste Youssef Algazy est la dernière en date avant le décès de l'écrivain.

«Le Prophète raconte dans un de ses Hadith qu'un groupe de gens se trouvait à bord d'un bateau en pleine mer. Soudain, l'un d'entre eux s'empara d'une bêche et se mit à creuser un trou là où il était assis. Lorsque ses compagnons lui demandèrent ce qu'il faisait, il répondit: “c'est ma place et j'ai le droit d'en faire ce que je veux”. Le Prophète aurait alors commenté: "S'ils l'empêchaient d'agir, ses compagnons le sauveraient et seraient sauvés et s'ils le laissaient faire, ils sombreraient avec lui". C'est la leçon que devraient retenir les dirigeants des deux peuples».

C'est ainsi que l'écrivain, Émile Habibi, traduit la crise aiguë que traverse le processus de paix après les attentats-suicide de Jérusalem et de Tel-Aviv et le blocus imposé aux zones palestiniennes.

Printemps 1997

En 1989, avec l'écroulement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est, et à la suite de ses confrontations avec la direction du parti communiste, Habibi avait décidé d'arrêter son activité politique. *«Je me suis aperçu, comme dit le proverbe arabe, que "l'on ne pouvait tenir deux pastèques avec une seule main". Ayant mis fin à mon activité politique, j'ai par là-même décidé de me consacrer à mon oeuvre littéraire, comme j'en ai toujours rêvé».*

Dès que les accords d'Oslo furent annoncés, Habibi déclara qu'il les approuvait. *«Après des années de lutte continue et parfois destructrice, j'ai perçu pour la première fois de ma vie, une lueur au bout du tunnel. Cette lueur m'a attiré car c'est une lueur d'espoir, et même si elle est infime, je ne voudrais pas la perdre de vue. Depuis Oslo, et malgré les difficultés énormes que nous devons affronter, les dirigeants israéliens et palestiniens ont emprunté une nouvelle voie, inconnue des deux peuples, et les déceptions étaient prévisibles».*

Habibi affirme que depuis le début du processus d'Oslo, nombre de ses amis palestiniens estiment que le chemin ne mènerait pas à la paix mais à plus d'effusion de sang encore.

«Je crains aujourd'hui que nous en venions à admettre qu'ils avaient raison. Je ressentirai l'échec de ce processus comme un échec personnel. Mais d'autres plus importants que moi, qui s'étaient engagés dans cette voie, notamment Clinton, Pérès et Arafat, partagent ce sentiment. S'ils échouent, ils sont finis et j'espère qu'ils feront tout leur possible pour réussir. Je me suis assigné pour mission personnelle de faire tout mon possible pour éviter le retour du Likoud au pouvoir».

Habibi, qui avait attendu la paix pendant des décennies, n'a vécu que quelques jours l'espoir de la voir se réaliser.

«Lors de la guerre de Suez en 1956, un juif du Mapam m'avait rendu visite pour me raconter le massacre de Qafr Qassem. Je ne l'avais pas cru et l'avais chassé de chez moi pensant que c'était un provocateur. Par la suite, en apprenant la vérité sur ce massacre, je perdis tout espoir.

«Malgré tout, poursuit Habibi, j'ai gardé en mon for intérieur l'espoir de la réconciliation entre nos deux peuples. Ainsi de 1977 à 1980, le Parti m'avait dépêché à Prague pour établir des contacts avec les dirigeants palestiniens, notamment Arafat, Abou Jihad, Abou Mazen ainsi que ceux du Front du refus, tels Habache et Hawatmeh. Nous nous rencontrions chez moi et nous discutons. Nous avons évoqué une fois la question de la Charte nationale palestinienne. Ils avaient dit: "C'est notre dernière carte!" J'avais répondu: "C'est plutôt la dernière carte israélienne contre vous". C'est à cette époque que j'avais écrit la pièce de théâtre Lakaa' fils de Lakaa'. Malgré les préjugés, ma conclusion était qu'Arafat et ses compagnons étaient capables de faire face aux exigences palestiniennes maximalistes et qu'avec leur courage et leur pragmatisme, ils pouvaient accrocher la cloche autour du cou du chat».

A son retour de Prague, Habibi avait établi des contacts avec un grand nombre de penseurs et d'intellectuels juifs en Israël.

«Notre action commune m'avait ouvert les yeux. J'avais compris que je ne pouvais demander à mes amis intellectuels juifs d'affronter leur société au point de s'en séparer. Je suis conscient que l'ensemble des accords

d'Oslo exige l'approbation de la société israélienne ou du moins celle de la majorité de l'opinion publique, et que de même, on ne peut parvenir à une solution sans l'assentiment de la majorité de l'opinion palestinienne».

Avant Oslo et même avant Madrid, en 1988, un groupe d'écrivains et d'intellectuels israéliens et palestiniens des territoires avaient conçu un projet pour l'établissement de deux États pour les deux peuples qui fut signé par une centaine d'écrivains.

«Je peux révéler aujourd'hui, poursuit Habibi, que je m'étais rendu à Paris et de là, j'ai appelé Arafat au téléphone pour lui demander son avis sur ce texte. Tout en m'approuvant, Arafat ne promit pas d'appeler les intellectuels palestiniens des territoires occupés à signer ce texte. Il ajouta cependant: "Si vous voulez ma signature personnelle, je vous l'accorde avec plaisir". Abou Jihad était également prêt à signer ce projet».

Habibi raconte que le Premier ministre assassiné, Itzhak Rabin, avait l'habitude de répondre aux lettres qu'il lui adressait et qu'il regrette que Pérès n'en fasse pas autant. Lorsqu'il fut invité par Rabin à la cérémonie de signature des accords de paix israélo-jordaniens, il lui fit part de son regret de ne pouvoir répondre à l'invitation car Arafat n'était pas invité.

«Rabin me répondit qu'il regrettait mon refus mais espérait qu'une prochaine occasion se présenterait. Je pense qu'il sous-entendait la signature de la paix avec les Palestiniens et peut-être même avec la Syrie».

J'ai longtemps travaillé aux côtés d'Émile Habibi à la Knesset où il a toujours été l'avocat des Palestiniens, notamment au cours des dernières années. Il voulait être un pont au-dessus de cette mer déchaînée, qui sépare les deux navires palestiniens et israélien.

«Il est vrai que j'aspire à être ce pont mais je suis souvent déçu. La réalité m'impose de rester à ma place. Si j'ai changé d'attitude, c'est à cause des bouleversements intervenus durant ces dix dernières années. Après ce qui s'est passé dans le camp que nous avons l'habitude d'appeler "socialiste", je suis parvenu à une conclusion que j'ai retenue de Gorbatchev: le temps des révolutions est révolu. Je suis convaincu aujourd'hui que l'attitude révolutionnaire ne peut que nuire à nos objectifs légitimes et que l'évolution progressive que nous considérons comme utopique et incapable d'apporter des changements radicaux, est seule à même de réaliser nos aspirations. Cette évolution progressive est portée par les personnes et les mouvements que nous avons l'habitude de considérer comme contre-révolutionnaires, je veux dire la social-démocratie».

— Vous avez souvent fait part de vos craintes en tant que membre d'une minorité nationale vivant dans l'État d'Israël.

«Pendant de longues années, le maintien de notre présence sur le sol national fut pour moi, comme pour le reste de la population arabe, un sujet d'inquiétude. J'entends par là que nous étions menacés non pas d'extermination mais d'expulsion. Depuis 1948, le danger de l'expulsion n'a cessé de nous guetter. Aujourd'hui, et après que nous soyons parvenus à une reconnaissance mutuelle, d'abord à Madrid puis à Oslo,

mes craintes se sont dissipées. J'en ai effectivement conclu que la menace d'une expulsion était désormais écartée. L'expulsion des 400 activistes de Hamas vers le Liban n'a pas ressuscité mes craintes. Ce qui m'inquiétait à vrai dire, c'était que les Travaillistes perdent le pouvoir».

— Depuis que vous avez consenti à recevoir le prix d'Israël de littérature en 1992, vous êtes en butte à une campagne vigoureuse orchestrée par vos homologues palestiniens. Avez-vous des regrets ?

«Lorsque j'ai accepté de recevoir ce prix, et ce contre l'avis de bon nombre de mes amis arabes les plus proches, j'étais convaincu que je disposais là d'une nouvelle carte dans la lutte que je menais contre la menace d'une expulsion. Avant que ne me soit décerné ce prix, je ne pouvais pas circuler librement dans les territoires palestiniens. Je faisais l'objet de mesures restrictives qui limitaient ma liberté de mouvement, et me faisaient même subir l'humiliation d'une fouille à l'aéroport. Cette distinction m'a permis de satisfaire mon besoin impérieux de reconnaissance. La majorité des Arabes vivant en Israël s'en est accommodée. J'ai reçu les encouragements d'écrivains et d'artistes juifs, Arafat en personne m'a encouragé. J'ai également bénéficié du soutien de personnalités telles que Haydar Abd al-Shafi, Fayçal al-Husayni, Hanan Ashrawi et Ibrahim al-Daqqaq. De nombreux commerçants de l'avenue Salaheddine à Jérusalem-Est m'ont félicité en m'enjoignant de ne pas me rétracter. Si tu recules, m'ont affirmé certains, ils te détruiront. Les campagnes déclenchées contre moi par Guéoula Cohen et ses semblables n'ont fait que me délivrer de mes doutes, me facilitant ainsi la tâche. Pendant la cérémonie, j'eus un moment l'impression que le poids de la tragédie palestinienne reposait tout entier sur mes épaules et lorsque Itzhak Shamir — alors chef du gouvernement — me serra la main, j'éprouvais un sentiment de victoire».

— Qu'avez-vous ressenti au soir de l'assassinat de Itzhak Rabin ?

«Ce soir-là, je me trouvais à l'hôpital de Ramdam à Haïfa pour y subir une série d'exams. Un médecin était justement en train de m'examiner lorsque l'un de ses collègues s'approcha de lui et lui murmura quelque chose à l'oreille avant de s'éloigner. J'entendis le nom de Rabin. Je lui demandai alors ce qui s'était passé. Il me répondit sans sourciller : "Ils ont tué Rabin". Je me dirigeai vers un poste de télévision qui se trouvait dans la salle. Un groupe d'Arabes me rejoignit. Il y avait dans le couloir un visiteur israélien qui faisait les cents pas en répétant : "Il l'a mérité ! il l'a mérité !" Les Arabes autour de moi regardèrent avec consternation certains Juifs dans les yeux desquels brillait une lueur de joie. "Il semblerait que nous soyons les seuls à nous faire du souci pour Rabin" commenta l'un d'entre nous. Lorsqu'il s'avéra finalement que l'auteur du meurtre était un Juif, cela me soulagea sans me consoler. Que nous serait-il arrivé, à nous autres Arabes, y compris en Israël, si d'aventure l'assassin avait été l'un des nôtres? Cette simple idée me remplissait d'effroi».

Après les attentats perpétrés à Jérusalem et à Tel-Aviv, Habibi condamne le terrorisme et lance une mise en garde contre ce qu'il pourrait en coûter. Aujourd'hui, à la lumière de la poursuite du bouclage, ses sentiments sont plus mitigés.

«Les forces armées israéliennes ont pénétré récemment dans Bir Zeit et ont procédé à l'arrestation de 300 étudiants. Nous avons vu sur le petit écran ces étudiants ligotés, les yeux bandés avec des morceaux d'étoffe rapiécés, contraints de s'asseoir à même le plancher du bus. Au lendemain de son élection en 1992, Rabin avait expulsé 400 activistes de Hamas ; les mesures prises par Pérès sont encore plus graves, même à la veille de son élection, car elles aboutissent à enfermer les gens et à les affamer. C'est pourquoi je crains qu'il ne compromette ses chances d'être élu».

— Resterez-vous en Israël jusqu'au 29 mai, date des élections, ou quitterez-vous le pays comme ce fut le cas aux élections de 1992?

«Non, je ne fuirai pas cette fois-ci. Je resterai au moins jusqu'aux élections afin de voter pour Pérès».

— Pourtant vous venez de juger sévèrement son action...

«Dans l'un de ses poèmes, al-Mutanabbi dit en substance : dans la maladie, sache que la mort peut être ton remède et aussi ton espoir. A chaque mal, il y a un mal encore plus grave. Je voudrais dire aux citoyens arabes que même si nous sommes confrontés à une situation grave, notre objectif dans les élections actuelles doit consister à faire barrage au Likoud. Je ne partage pas l'opinion des Palestiniens qui invoquent la politique actuelle du gouvernement Pérès pour renvoyer dos à dos le Likoud et les Travaillistes».

Les propos de Izhar Smilanski au sujet des peuples cannibales ont révolté Émile Habibi et l'ont conduit à évoquer, dans un numéro récent de la revue *Masharif*, le phénomène des commandos suicides:

«Le suicide est contraire à la nature humaine. L'histoire nous enseigne toutefois que ce type de phénomène a concerné d'autres peuples que les seuls Arabes. Je citerais à titre d'exemple les kamikazes japonais. Il y a plus de mille ans apparaissaient chez les Arabes les commandos suicides de la secte des "Hashashins". Elle deviendra par la suite une organisation composée de mercenaires, au point de collaborer avec les Croisés. Les gens de condition modeste, ceux-là mêmes qu'elle prétendait défendre, se soulevèrent contre elle et réussirent à l'extirper d'Alep et de plusieurs autres villes. Les missions suicides n'ont guère d'avenir et le peuple palestinien ne peut plus les admettre car elles risquent de le conduire à sa perte.

«J'ai affirmé que les opérations de commandos suicides sont contraires à la nature humaine. Cela dit, traiter un peuple de cannibale est en quelque sorte du cannibalisme. Affamer les populations et détruire des habitations n'est-il pas contraire également à la nature humaine? Pourquoi parle-t-on des travers de la société palestinienne en passant sous silence ceux qui existent dans la société israélienne? Barough Goldstein n'a-t-il pas conduit une mission suicide? Que dire d'Ygal Amir?»

Au cours de notre entretien, je rappelai à Émile Habibi que pendant la guerre du Golfe le quotidien catholique français *La Croix* s'était fait l'écho de ses déclarations selon lesquelles chacun des obus irakiens qui s'abattait sur Israël était un coup porté au peuple palestinien.

«Je redoutais à ce moment que la crise du Golfe n'eût sur le peuple palestinien des retombées encore plus funestes que celles qu'il a subies au lendemain de la tragédie de 1948. Je suis persuadé que sans la crise du Golfe les Palestiniens auraient obtenu davantage que ce qui leur est proposé aujourd'hui. Personnellement, j'ai beaucoup de respect pour les dirigeants palestiniens qui se sont contentés de ce pis aller. Une attitude contraire eut été plus fâcheuse. Les Israéliens eux aussi sont appelés à s'interroger sur leur avenir au sein du monde arabe. Il ne faut pas que les dirigeants Israéliens croient que les Palestiniens sont les seuls à ne pas avoir d'alternative. Les Israéliens sont également dos au mur. Malgré tout ce qui a pu se produire entre les deux peuples, les Israéliens ne trouveront pas une société arabe aussi disposée que la société palestinienne à les comprendre et à entretenir avec eux des relations loyales et désintéressées. Nous sommes tous sur la même barque. Mais comme ce fut le cas en 1947, lorsqu'il n'avait pas pu bénéficier du soutien nécessaire pour qu'il adopte la résolution préconisant le partage, le peuple palestinien se trouve, aujourd'hui encore, privé de soutien. Après les attentats de Jérusalem et de Tel-Aviv, un mouvement populaire palestinien ayant pour mot d'ordre "Non au terrorisme! Oui à la paix!" s'est spontanément constitué. Je regrette qu'un tel mouvement n'ait pas eu l'occasion de se développer car ma conviction est que le peuple palestinien veut en finir avec les commandos suicides. Mais pour le moment, tel n'est pas son principal souci car il est tenaillé par la faim».

*Entretien conduit par
Joseph Algazy*

*(traduit de l'arabe par
Hala Kodmani et Tarek Moussa)*